

---

Sarah Abdelnour, *Moi, petite entreprise. Les auto-entrepreneurs, de l'utopie à la réalité*

Paris, Presses universitaires de France, 2017

Guillaume Lejeune

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/travailemloi/9469>

DOI : 10.4000/travailemloi.9469

ISSN : 1775-416X

**Éditeur**

DARES - Ministère du Travail

**Édition imprimée**

Date de publication : 2 novembre 2019

Pagination : 132-135

ISSN : 0224-4365

**Référence électronique**

Guillaume Lejeune, « Sarah Abdelnour, *Moi, petite entreprise. Les auto-entrepreneurs, de l'utopie à la réalité* », *Travail et Emploi* [En ligne], 159 | 2019, mis en ligne le 01 janvier 2020, consulté le 07 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/travailemloi/9469> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/travailemloi.9469>

---

© Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares)

## **Moi, petite entreprise. Les auto-entrepreneurs, de l'utopie à la réalité**

Sarah Abdelnour

Paris, Presses universitaires de France, 2017, 352 p.

*Lu par Guillaume Lejeune*\*

Adapté de sa thèse en sociologie, le livre de Sarah Abdelnour nous dévoile les coulisses du statut d'auto-entrepreneur et dresse un premier bilan sans concession du dispositif lancé en 2008. À travers les six chapitres répartis en deux parties, l'auteure combine de manière originale une approche par le haut, portant le regard sur la genèse du projet et sur ses initiateurs (chapitres 1, 2, 3), avec une vision par le bas (chapitres 4, 5, 6) qui rend davantage compte de la réception et de l'appropriation de ce statut par les travailleurs et les travailleuses. Son apport pour l'analyse du travail est double : l'auteure traite d'un régime récent, et par conséquent encore peu appréhendé par la sociologie, et tente d'en avoir une vision aussi complète que possible sans se restreindre à un secteur d'activité particulier.

L'ouvrage débute par une analyse sociohistorique des dispositifs d'aide au retour à l'emploi ayant précédé l'avènement de l'auto-entrepreneuriat. L'enjeu de ce premier chapitre est de revenir sur les conditions qui ont rendu possibles l'élaboration de ce régime et sa survivance malgré les alternances de majorité politique au cours des années 1980 et 1990. En effet, si ses concepteurs parlent de « révolution » entrepreneuriale, ils l'inscrivent néanmoins dans la continuité des mesures d'incitation à la création d'entreprise déjà existantes. Ainsi, dans un contexte de chômage de masse, les demandeurs d'emploi sont incités à recourir aux dispositifs de création d'entreprise pour se faire une place dans le monde du travail. Ce faisant, le « droit d'entreprendre » (p. 54) fait de l'initiative individuelle une contrepartie aux aides sociales dans un contexte européen propice à ce type de responsabilisation (p. 59).

Le deuxième chapitre s'intéresse directement aux conditions d'émergence d'une loi sur les auto-entrepreneurs ainsi qu'à la philosophie qui anime ce projet politique. L'analyse de l'action publique à laquelle se livre S. Abdelnour rend compte de la genèse de ce régime professionnel de manière originale. L'auteure retrace d'abord les trajectoires des principaux porteurs du projet, Hervé Novelli, secrétaire d'État à

---

\* Centre de recherche sur les liens sociaux (Cerlis), université Paris Descartes, université Sorbonne Nouvelle, CNRS (UMR 8070).

l'Artisanat, au Commerce et aux PME (petites et moyennes entreprises), et François Hurel, délégué général de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes. Elle s'intéresse ensuite au sens qu'ils donnent à ce nouveau régime : le rapport rédigé par François Hurel, remis en janvier 2008 à Hervé Novelli, oscille ainsi entre des « arguments économiques » (p. 74) de « simplification de la création d'entreprise » (p. 72) et des « arguments sociaux » visant à un entrepreneuriat « d'insertion » (p. 74) dans le monde du travail. Cela leur vaut le soutien du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Emploi, véritable « laboratoire des mesures libérales » (p. 85) en vue du projet de loi. Mais le nouveau régime se heurte à plusieurs obstacles institutionnels ainsi qu'à des modifications successives qui en retardent l'aboutissement. Plusieurs acteurs s'y opposent en effet : la Direction de la Sécurité sociale (DSS) d'une part, du fait des critiques émises vis-à-vis d'un dispositif assurant « une couverture sociale en l'absence de cotisations préalables » (p. 89), et les organisations artisanales d'autre part, qui dénoncent la distorsion de concurrence engendrée par ses avantages fiscaux (p. 99).

La validation parlementaire du projet donne lieu à l'adoption d'une loi de « modernisation de l'économie » en août 2008, instaurant le statut d'entrepreneur « individuel ». Cette loi répond à l'objectif de créer un régime incitatif au travail indépendant, à la fois fiscalement et administrativement, afin de toucher des milieux sociaux très variés. Les décrets d'application confirment en effet sa compatibilité avec un grand nombre de situations inscrites en dehors du salariat (revenu de solidarité active [RSA] et professions libérales par exemple). La simplicité d'accès au dispositif sert également à en faire la promotion, notamment auprès des plus précaires, puisqu'il est « présenté comme une solution à destination des exclus » (p. 106). Dès lors, l'entrepreneuriat disqualifie le recours aux aides sociales tout en s'érigeant en contre-modèle du salariat et de l'artisanat (p. 108). Cependant, parce qu'ils exercent en dehors des institutions d'encadrement classiques et d'une logique de métier axée sur les qualifications, les auto-entrepreneurs ont difficilement accès à certaines informations ainsi qu'à des conseils ou à un accompagnement dans la création et la gestion d'entreprise, notamment de la part de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI). Ils sont en effet la cible d'un mouvement de résistance de la part des organisations artisanales dont les représentants s'opposent à ce type d'entreprise individuelle. S. Abdelnour se demande, pour terminer, si le statut d'auto-entrepreneur, en dépit des nombreuses critiques dont il est l'objet, n'est destiné à se pérenniser qu'en tant que « marche vers l'ubérisation » (p. 143), c'est-à-dire comme « nouveau modèle économique dans lequel les entreprises ont pris la forme de plates-formes numériques et jouent le rôle d'intermédiaires entre clients et prestataires de services » (p. 154). En effet, la consolidation de ce régime s'inscrit dans une dynamique plus large, au sein de laquelle une entreprise comme Uber doit son succès à la sous-traitance de travailleurs individualisés.

La seconde partie de l'ouvrage a pour objectif de faire un tour d'horizon des usages du dispositif, à la fois par les entreprises délégataires et par les auto-entrepreneurs eux-mêmes. L'analyse sociologique se concentre alors sur les situations socioéconomiques

de ces travailleurs. L'auteure les qualifie en majorité de « néo-indépendants aux faibles revenus » (p. 168), car bien qu'ils soient loin de constituer un groupe social homogène, une majorité d'entre eux reste dans une position précaire (p. 171). Cette population hétérogène et fragile est constituée d'une grande variété de profils en matière de professions et catégories socioprofessionnelles (PCS), d'âges et de qualifications. S. Abdelnour identifie, parmi ses enquêtés, une proportion importante de salariat déguisé, ce qui lui permet de souligner l'existence d'un « grand détournement » (p. 180) du dispositif au profit des employeurs qui s'en servent comme d'une « modalité d'embauche » (p. 182). Si les cas analysés rendent compte de dynamiques de subordination, la mobilité vers ce régime d'indépendant traduit aussi une instabilité professionnelle pour les auto-entrepreneurs. En outre, l'auteure ajoute que ces processus ne concernent pas que les entreprises privées, en nous rappelant que ce statut est également utilisé comme « outil de contournement des contraintes pesant sur le recrutement dans la fonction publique » au sein de plusieurs administrations (p. 189).

Ces situations professionnelles reflètent plusieurs modalités de recours au statut d'auto-entrepreneur. Dans un passage central de l'ouvrage, l'auteure dégage quatre grands types d'usages du régime (chapitre 5). Premièrement, celui-ci peut apporter un complément de revenu à celui tiré du travail ou de la retraite. L'auteure oppose ainsi le « bricolage des précaires », exerçant la même activité en tant qu'indépendant ou salarié, au « bonus » des retraités qui, même s'ils ont perçu de très hauts salaires, souhaitent améliorer leur déjà bonne retraite (p. 201). Deuxièmement, pour celles et ceux qui l'adoptent, ce statut peut servir à gérer le non-emploi, par exemple en cumulant des revenus issus d'un travail occasionnel avec des allocations de chômage, ou représenter une solution rapide à la suite d'un licenciement (p. 277). Troisième type d'usage, ce régime permet de travailler auprès d'employeurs réticents à embaucher, ce qui est particulièrement le cas parmi les plus jeunes enquêtés en quête d'insertion professionnelle. Les individus visent alors une situation de salarié et non d'indépendant, le statut d'auto-entrepreneur servant plutôt de « période d'essai » (p. 233) au sein des entreprises, dans l'espoir d'obtenir ensuite un contrat de travail (p. 233). Dernièrement, dans les cas où les conditions d'emploi sont source d'insatisfaction, l'auto-entrepreneuriat offre une porte de sortie pour quitter le salariat stable tout en poursuivant la même activité. L'auteure prend l'exemple des jeunes techniciens en couple ainsi que celui des femmes dans les services à la personne, qui s'installent à leur compte. Mais un tel changement de situation suppose aussi un soutien économique notable de la part des conjoint-es. À rebours d'une lecture privilégiant l'accès à l'indépendance que permettrait le dispositif, la trame de ce chapitre souligne sans cesse les liens, voire la dépendance, de ce statut au salariat, que ce soit en complément d'une activité subordonnée déjà existante ou grâce au soutien financier de proches, bien inscrits dans l'emploi.

Enfin, l'exploration des voies de politisation par le statut d'entrepreneur (chapitre 6) ouvre des pistes de réflexion sur les effets d'adhésion au libéralisme par l'entrée dans l'indépendance. L'auteure évoque l'idéologie de l'entreprise de soi qui incite

chacun et chacune à valoriser sa situation envers et contre tout, tout en soulignant la place que l'autonomie occupe dans les discours des auto-entrepreneurs, que ce soit dans la réalisation de certaines tâches ou sur le plan des horaires de travail. L'appropriation de sa condition passe donc par l'adoption d'une vision plus libérale du travail, par un discours à charge sur les cotisations sociales notamment, ainsi que par un retrait des formes collectives d'organisation, comme les syndicats, signe pour l'auteure d'une politisation conservatrice.

Cette enquête, très riche, apparaît donc comme essentielle pour comprendre le monde du travail d'aujourd'hui et ses transformations. Ce livre constitue en effet le premier jalon d'une série de travaux sur la question du « capitalisme de plateforme », notamment conduits par Sarah Abdelnour, Sophie Bernard et Dominique Méda, qui permettent d'appréhender la place centrale qu'occupe le statut d'auto-entrepreneur dans ces nouvelles formes d'organisation du travail. Cependant, si la démarche de l'auteure est très féconde, mêlant une analyse sociohistorique à une étude ethnographique du dispositif, la récolte des matériaux s'est heurtée à l'éclatement des usages de ce statut ainsi qu'à la grande diversité des situations rencontrées. Il en résulte que l'on ne distingue pas toujours, dans le recours à l'auto-entrepreneuriat, le poids des logiques sectorielles de celui des stratégies de certaines entreprises (chapitre 4). Par exemple, il aurait été intéressant de savoir dans quelles branches d'activité ce statut est tendanciellement détourné « au service des employeurs » (p. 180) comme modalité d'embauche ou « période d'essai ». De ce point de vue, l'analyse atteint nécessairement ses limites devant l'étendue des situations possibles.

L'ouvrage donne des clés de lecture critique du dispositif. On y apprend que l'auto-entrepreneuriat traduit autant un aménagement choisi qu'une auto-exploitation consentie. Plus largement, ce régime transforme « l'horizon de notre modèle social » (p. 316) en se diffusant massivement malgré des cotisations sociales trop faibles. Est-il une alternative désirable au salariat ? Rien de moins sûr pour une mesure politique qui a été pensée de but en blanc comme une libéralisation du travail à tous les étages de notre société et qui renforce dans les faits la précarité des moins qualifiés.